

**Plus de 1 000 producteurs agricoles manifestent en marge du débat des chefs
LES CHEFS DOIVENT S'ENGAGER À NE PAS CONCÉDER
DANS LES SECTEURS SOUS GESTION DE L'OFFRE DANS LE PTP**

Montréal, le 24 septembre 2015 — À quelques heures du débat des chefs en français à Montréal, plus de 1 000 producteurs agricoles sous gestion de l'offre dans les secteurs laitiers et avicoles se sont réunis devant la tour de Radio-Canada, d'où sera diffusé le débat, afin de demander à tous les chefs de s'engager à prendre des positions fermes à l'égard de la gestion de l'offre et du contrôle des frontières : « Le gouvernement fédéral ainsi que les chefs de tous les partis se sont engagés à répétition à défendre la gestion de l'offre depuis le début de la campagne électorale, et nous l'apprécions. Mais, les chefs doivent être cohérents et s'engager à préserver intégralement la gestion de l'offre en ne concédant aucun nouvel accès à notre marché et en maintenant les tarifs douaniers à leur niveau actuel dans la négociation du PTP. Ils doivent aussi s'engager à mettre fin aux importations incontrôlées de lait concentré protéique et de volailles qui contournent actuellement les accords commerciaux en place et entraînent des pertes de centaines de millions de dollars annuellement pour les producteurs », a déclaré le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole de la Coalition GO5, Marcel Groleau.

Rappelons que la négociation multilatérale de libre-échange du PTP dans laquelle le Canada est activement engagé depuis 2012 avec l'Australie, le Brunei, le Chili, les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, pourrait être conclue très prochainement. La réunion de Maui tenue en juillet dernier a mené à une impasse en raison de plusieurs enjeux tels que ceux de l'automobile, de la propriété intellectuelle et de l'accès aux marchés agricoles. Toutefois, une réunion des négociateurs en chef des 12 pays est prévue à partir du 27 septembre. Les ministres du Commerce pourraient se réunir à l'issue de cette rencontre, ce qui pourrait être le prélude d'un accord final.

Les producteurs laitiers sont très inquiets que le gouvernement canadien accepte de nouvelles concessions qui pourraient entraîner de lourdes conséquences. La pression exercée sur le Canada pour qu'il accepte d'ouvrir ses marchés sous gestion de l'offre est très forte, notamment des États-Unis. « Les producteurs ont plusieurs raisons d'être très méfiants. Déjà, les 17 700 tonnes de nouvelles importations de fromages concédées par le Canada dans le récent accord de libre-échange avec l'Union européenne équivalent à plus de 30 % du marché des fromages fins d'ici et causeront des pertes annuelles de quelque 300 millions de dollars aux fromagers et aux producteurs de lait canadiens. De plus, le laxisme du Canada dans le contrôle de ses frontières fait perdre annuellement plusieurs centaines de milliers de dollars à nos producteurs. Ces importations accentuent actuellement la crise des revenus que vivent les producteurs depuis le début 2015. Si on ne règle pas cette hémorragie à terme, c'est la production, les emplois et les aliments locaux que nous perdrons », a ajouté le président des Producteurs de lait du Québec, Bruno Letendre.

« La gestion de l'offre fait l'objet d'un large consensus parmi la population au Canada, notamment parce que les Canadiens souhaitent avoir accès à des produits laitiers et avicoles de qualité qui sont produits localement. Les consommateurs doivent savoir que ces importations compromettent la qualité de nos produits. Nous leur recommandons de s'assurer que les produits laitiers et avicoles qu'ils consomment proviennent entièrement d'ici », a indiqué Pierre-Luc Leblanc, président des Éleveurs de volailles du Québec.

« Ces négociations sont d'autant plus injustes pour le secteur agricole qu'elles ne traitent que de hausses d'accès aux marchés, sans toutefois remettre en cause les lourdes subventions que versent plusieurs des pays participants du PTP », a indiqué, pour sa part, le deuxième vice-président de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec, Sylvain Lapierre. Tous les pays ont des secteurs sensibles à préserver. Les États-Unis réclament des accès supplémentaires considérables au marché canadien pour leurs produits laitiers, mais veulent en même temps protéger leur secteur sucrier et se montrent très réticents à ouvrir davantage leur propre marché laitier aux pays de l'Océanie alors que, de notre côté, nous importons près de 10 % de nos besoins en produits laitiers.

Les secteurs laitier et avicole, juste au Québec, rapportent chaque année près de 8,2 milliards de dollars au PIB, génèrent 92 000 emplois et permettent le versement de 1,38 milliard en taxes et impôts. Au plan canadien, ils contribuent pour plus de 30 milliards au PIB et génèrent plus de 300 000 emplois de qualité. Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie. Pour plus de renseignements sur la campagne, consultez le site WWW.FORTSETUNIS.CA.

À propos de la Coalition GO5

La Coalition GO5 rallie de nombreuses personnes et organisations qui croient en une agriculture forte et un secteur alimentaire prospère au Québec. Elle vise le maintien de la gestion de l'offre au terme des différentes négociations commerciales nationales et internationales. Cette gestion de l'offre assure aux Québécois une production locale d'œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et, aux agriculteurs, un revenu équitable du marché, sans subvention.

— 30 —

Information :

Patrice Juneau
Conseiller aux affaires publiques
L'Union des producteurs agricoles
514 702-8591

François Dumontier
Conseiller, relations publiques et gouvernementales
Les Producteurs de lait du Québec
514 713-0530